

Lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,
belast met Gezondheid en Welzijn

Pour le collège de la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale :

A. MARON

Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Santé et de l'Action sociale

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

Pour la Communauté germanophone:

A. ANTONIADIS

Vize-Ministerpräsident und Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/30904]

27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif du budget
de la Communauté française pour l'année budgétaire 2003 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

ANNEE BUDGETAIRE 2003

CHAPITRE I^{er}. — *Engagements effectués en exécution du budget*

§ 1^{er}. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Article 1^{er}. Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2003, s'élèvent à 30.864.000 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 2)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Art. 2. Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 30.073.493 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 5).

Art. 3. Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 790.507 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 7). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau 2.2.1 colonne 9).

§ 3. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'engagement

Art. 4. Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 2003 s'élèvent à 107.384.244,10 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 3).

Le solde de départ au 1^{er} janvier 2003, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de -78.423.359,46 euros (annexe 2.2.4 engagements colonne 2), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 2003 à 28.960.884,64 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 4).

La différence entre le 31 décembre 2012 et le 1^{er} janvier 2003 est due à l'application de l'article 10 du décret du 20 décembre 2001 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2002 (MB 3 octobre 2002) dont les dispositions produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2003 par application de l'article 4 du décret du 17 décembre 2003 contenant l'ajustement des dépenses pour l'année budgétaire 2003.

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5,15, 35,37,38,40, 44,45 et 48 du décret du 19 décembre 2002 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2003 ont autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires (crédits variables)

Art. 5. Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 2003 s'élèvent à 111.877.852,72 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 5)

Art. 6. Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2003 à -82.916.968,08 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 6) .

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er} Fixation des recettes

Art. 7. Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2003 à la somme de 6.898.508.000 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante (en euros)

- recettes fiscales et générales courantes	6.411.779.000
- recettes fiscales et générales en capital :	8.405.000
- produits d'emprunt	478.324.000

Art. 8. Les recettes budgétaires de l'année 2003 s'élèvent à 6.459.481.233,69 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 4).

Ce montant se décompose de la manière suivante : (en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	6.405.570.874,39
- recettes fiscales et générales en capital :	6.811.359,00
- produits d'emprunt :	47.099.000

Art. 9. Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 0 euros (annexe 2.2.2 colonne 5)

Ce montant se décompose de la manière suivante

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (annexe tableau 2.2.2 colonne 6) (en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital	
- produit d'emprunt :	

b. droits reportés à l'année budgétaire 2004 (annexe tableau 2.2.2 colonne 7)

- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital	
- produit d'emprunt :	

§ 2 Fixation des crédits de dépenses

Art. 10. Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 2003 ont accordé 6.945.572.000 euros pour l'ordonnement des dépenses et les ont répartis de la manière suivante :

(annexe tableau 2.2.3 colonne 2). (en euros)

Crédits d'ordonnement	27.569.000
Crédits non dissociés	6.918.003.000

Art. 11. Les autorisations de dépenses résultant de l'article 10 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 434.504.316,06 euros en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau 2.2.4 colonne 3):

Crédits d'ordonnement	
Crédits non dissociés	434.504.316,06

Art. 12. - En vertu des articles 10 et 11 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 2003 s'élève à 7.380.76.316,06 euros (annexe tableau 2.2.3, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit : (en euros)

Crédits d'ordonnement	27.569.000
Crédits non dissociés	7.352.507.316,06

§ 3 Fixation de la situation des dépenses

Art. 13. Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 2003 se montent à 6.430.765.035,76 euros (annexe tableau 2.2.3, colonnes 5,6 et 7), se répartissant entre :

	Prestations d'années antérieures	Prestations d'années courantes	Dépenses totales
Crédits d'ordonnement	1.054.932,35	23.310.305,27	24.365.327,62
Crédits non dissociés	96.066.733,57	6.310.333.064,57	6.406.399.798,14
total	97.121.665,92	6.333.643.369,84	6.430.765.035,76

Art. 14. De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 6.430.765.035,76 euros dont :

Crédits d'ordonnement	24.365.327,62
Crédits non dissociés	6.406.399.798,14

(annexe tableau 2.2.3, colonne 8)

Art. 15. Il résulte de la comparaison des articles 13 et 14 qu'il n'y a aucune dépense à régulariser en application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau 2.2.3, colonne 9).

§ 4 Règlement des crédits

Art. 16. La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 12) et les opérations imputées (article 13) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 2003 de 949.311.280,30 euros se répartissant comme suit :

Crédits d'ordonnement	3.203.762,38
Crédits non dissociés	946.107.517,92

Art. 17. Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 2003 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 13.247.531,28 euros dont :

Crédits d'ordonnement	0
Crédits non dissociés	13.247.531,28

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné à l'annexe tableau 2.2.6, colonne 2.

Art. 18. Par suite des dispositions contenues dans les articles 16 et 17, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 2003 comprend :

(annexe tableau 2.2.3, colonnes 11 et 12).

(en euros)

	Crédits d'ordonnement	Crédits non dissociés	total
Crédits à annuler	3.203.762,38	315.342.073,63	318.545.836,01
Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante		644.012.975,57	644.012.975,57

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 2003

Art. 19. Le résultat général du budget de l'année budgétaire 2003 se présente comme suit :

Les recettes, y compris le produit d'emprunt s'élèvent à 6.459.481.233,69 euros

Les dépenses s'élèvent à 6.430.765.035,76 euros

En conclusion, compte non tenu des crédits variables et de la section particulière,

Les recettes excèdent les dépenses de 28.716.197,93 euros

CHAPITRE III. — *Recettes et dépenses relatives aux fonds budgétaires (crédits variables)*

§ 1. Fixation des recettes affectées

Art. 20. Les recettes imputées de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 2003 à 107.384.244,10 euros (annexe tableau 2.2.2 recettes affectées, colonne 4) dont

Recettes courantes	106.833.396,75
Recettes en capital	500.847,35

§ 2. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'ordonnement

Art. 21. Les crédits variables d'ordonnement affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 2003 s'élèvent à 107.384.244,01 euros (annexe 2.2.4 ordonnancements colonne 3)

Le solde de départ au 1 janvier 2003 étant de - 61.494.183, 72 le disponible en ordonnancement sur les crédits variables s'élève à 45.890.060,38 euros (annexe 2.2.4 ordonnancement colonne 4).

La différence entre le 31 décembre 2012 et le 1^{er} janvier 2003 est due à l'application de l'article 10 du décret du 20 décembre 2001 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2002 (MB 3 octobre 2002) dont les dispositions produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2003 par application de l'article 4 du décret du 17 décembre 2003 contenant l'ajustement des dépenses pour l'année budgétaire 2003.

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5,15, 35,37,38,40, 44,45 et 48 du décret du 19 décembre 2002 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2003 ont autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables

Art. 22. Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnement de l'année budgétaire 2003 s'élèvent à 124.499.223,69 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 5).

Art. 23. Par suite des dispositions contenues dans les articles 21 et 22 ci-dessus, le disponible en ordonnancements – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2003 à - 78.609.163,31 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 6) . Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IV. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget*

Art. 24. Les décrets budgétaires de l'année 2003 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit : (en euros)

- Recettes	0
- Dépenses	0

(annexe tableau 2.2.5 colonnes 1, 2).

Art. 25. Le solde disponible au 1^{er} janvier 2003 s'élevait à -2.923.724,00 euros (annexe tableau 2.2.5 colonne 8)

Aucune recette n'a été enregistrée sur les deux fonds subsistant à la section particulière.

Art. 26. Aucune dépense n'a été imputée sur les deux fonds subsistant à la section particulière.

Art. 27. Aucune opération de recettes et de dépenses n'ayant été effectuée ainsi qu'il ressort des articles 25 et 26, le solde disponible au 31 décembre 2003 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à - 2.923.724 euros (annexe tableau 2.2.5 colonne 10). Il sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE V. — *Résultat global*

Art. 28. Tous services réunis, budget, crédits variables et section particulière, compte tenu des articles 19, 22 et 27 du présent décret, le résultat global du budget 2003 se présente comme suit (en euros) :

Budget sensu stricto : 28.716.197,93

crédits variables : - 17.114.979,59

Section particulière :

Total : 11.601.218,34

DEUXIEME PARTIE. OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION DES BUDGETS
DES SERVICES A GESTION SEPARÉE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISECHAPITRE I. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution des budgets des services à gestion
séparée du ministère de la Communauté française*§ 1^{er} fixation des recettes

Art. 29. Les prévisions de recettes annuelles s'élèvent à 222.607.131,11 euros (annexe tableau e 2.3 colonne 2)

Les recettes pour l'année budgétaire 2003 s'élèvent à 318.017.907,05 euros.

Le solde disponible au 1^{er} janvier de l'année s'élève à 201.201.268,03 euros.

Les recettes de l'année et le disponible au 1^{er} janvier constituent un disponible pour les dépenses de l'année 2003 de 519.219.175,08 euros.

§ 2 .fixation des dépenses

Art. 30. Les prévisions de dépenses s'élèvent à 234.247.809,33 euros (annexe tableau 2.3 colonne 3).

Les dépenses sont fixées à la somme de 339.852.031,20 euros (annexe tableau 2.3 colonne 5).

§ 3. résultat budgétaire

Art. 31. Par suite des articles 29 et 30, le résultat budgétaire de l'année est fixé au montant de - 21.834.124,15 euros.

Le disponible au 31 décembre 2003 est fixé au montant de 179.367.143,88 euros ; Il sera reporté à l'exercice budgétaire suivant.

TROISIEME PARTIE : ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE LA CATEGORIE A

Commissariat général aux Relations internationales (C.G.R.I.)

● RECETTES

Les prévisions, à	38.204.939,00
Les recettes imputées, à	35.896.969,72
La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à	2.307.969,28

● DEPENSES

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à	40.470.884,00
Les dépenses imputées, à	35.373.678,06
Le montant des crédits à annuler, à	5.097.205,97

● RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du C.G.R.I., à	523.291,66
- soit les recettes de l'année, de	35.896.969,72
- moins les dépenses, de	35.373.678,06

Fonds d'égalisation des budgets (Fonds)

● RECETTES

Les prévisions, à	873.000
Les recettes imputées, à	873.000
La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à	0

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à	15.182.000
Les dépenses imputées, à	15.182.000
Le montant des crédits à annuler, à	0

● RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du Fonds, à	-14.309.000
- soit les recettes de l'année, de	873.000
- moins les dépenses, de	15.182.000

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 avril 2020.

P.-Y. JEHOLET,
Ministre-Président

Fr. DAERDEN,
Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances et de la tutelle sur WBE

B. LINARD,
Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

V. GLATIGNY,
Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

C. DESIR,
Ministre de l'Education

—
Note

(1) *Session 2019-2020*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 54-1. — Rapport de commission, n° 54-2. — Texte adopté en séance plénière, n° 54-3.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 27 avril 2020.

9 (SE 2009) — N° 1

(16)

**ANNEXE 2.2 – TABLEAUX RELATIFS AU COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DES SERVICES
D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

- 2.2.1 Engagements à la charge des crédits dissociés**
- 2.2.2 Compte d'exécution du budget des recettes**
- 2.2.3 Compte d'exécution du budget des dépenses**
- 2.2.4 Compte d'exécution des recettes, des engagements et des ordonnancements des crédits variables**
- 2.2.5 Compte d'exécution des recettes et des ordonnancements de la section particulière**
- 2.2.6 Dépassements de crédits**

(17)

9 (SE 2009) — N° 1

2.2.1 - ENGAGEMENTS A LA CHARGE DES CREDITS DISSOCIES

Budget	Crédits affectés par décrets	Crédits reportés l'année précédente	Total des crédits	Engagements comptabilisés pendant l'année	DIFFERENCE ENTRE LES CREDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISES			
					Engagements excédant les crédits	Crédits excédant les engagements		
						Crédits disponibles	Crédits reportés à l'année suivante	Crédits à annuler
Chapitre I - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapitre II - Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport	21.214.000	-	21.214.000	20.437.938	-	776.062	-	776.062
Chapitre III - Education, Recherche et Formation	9.650.000	-	9.650.000	9.635.555	-	14.445	-	14.445
Chapitre IV - Dette	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapitre V - Dotations	-	-	-	-	-	-	-	-
BUDGET GENERAL	30.864.000	-	30.864.000	30.073.493	-	790.507	-	790.507

9 (SE 2009) — N° 1

(18)

2.2.2 - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES

NATURE DES RECETTES	SITUATION DES RECETTES					
	Prévisions	Droits constatés	Recettes imputées	Différence entre droits constatés et recettes imputées	A annuler ou à porter en surseance indéfinie	Droits reportés
Recettes courantes						
Recettes fiscales	0,00	323.381,91	323.381,91	0,00	0,00	0,00
Recettes générales	6.411.779.000,00	6.405.247.492,48	6.405.247.492,48	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	159.268.000,00	106.883.396,75	106.883.396,75	0,00	0,00	0,00
Total recettes courantes	6.571.047.000,00	6.512.454.271,14	6.512.454.271,14	0,00	0,00	0,00
Recettes en capital						
Recettes fiscales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes générales	8.405.000,00	6.811.359,30	6.811.359,30	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	785.000,00	500.847,35	500.847,35	0,00	0,00	0,00
Total recettes en capital	9.190.000,00	7.312.206,65	7.312.206,65	0,00	0,00	0,00
Total recettes fiscales et générales	6.420.184.000,00	6.412.382.233,69	6.412.382.233,69	0,00	0,00	0,00
Total recettes affectées	160.053.000,00	107.384.244,10	107.384.244,10	0,00	0,00	0,00
Produit d'emprunts	478.324.000,00	47.099.000,00	47.099.000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL	7.058.561.000,00	6.566.865.477,79	6.566.865.477,79	0,00	0,00	0,00

(19)

9 (SE 2009) — N° 1

2.2.3 - COMPTE D'EXECUTION DES DEPENSES

	ALLOCATIONS DES CREDITS			SITUATION DES DEPENSES				REGLÈMENT DES CREDITS		
	Crédits affectés par décret	Crédits reportés	Crédits totaux	Opérations imputées		Paiements effectués, justifiés ou régularisés	Paiements restant à régulariser	Crédits complémentaires (1)	Crédits reportés à l'année budgétaire 2004	Crédits non utilisés à annuler
				Présentations des années antérieures	Présentations de l'année					
I Services généraux										
a) crédits non dissociés	287.476.000,00	36.344.410,21	314.020.410,21	9.642.035,54	281.323.292,98	290.967.328,52	0,00	6.072,48	13.520.169,80	9.138.984,37
b) crédits d'ordonnement	55.000,00	-	55.000,00	29.096,54	0,00	29.096,54	0,00	0,00	0,00	25.903,46
II Culture et Affaires sociales										
a) crédits non dissociés	734.373.000,00	59.195.151,56	793.568.151,56	47.964.301,14	679.511.523,43	727.475.824,57	0,00	0,00	62.446.193,63	3.646.133,36
b) crédits d'ordonnement	19.957.000,00	-	19.957.000,00	14.928,19	18.223.966,70	18.238.834,89	0,00	0,00	0,00	1.718.165,11
III Education et Recherche										
a) crédits non dissociés	4.966.800.000,00	130.896.137,67	5.097.696.137,67	38.274.713,60	4.854.453.886,37	4.892.728.399,97	0,00	13.341.488,80	133.357.837,27	84.941.159,23
b) crédits d'ordonnement	7.557.000,00	-	7.557.000,00	1.010.907,62	5.086.398,57	6.097.306,19	0,00	0,00	0,00	1.459.693,81
IV Dette publique										
a) crédits non dissociés	582.394.000,00	217.898.616,62	800.292.616,62	185.683,29	148.194.029,29	148.379.712,58	0,00	0,00	494.367.107,37	217.615.796,07
V Dotations à la RW et à la COCOF										
a) crédits non dissociés	346.870.000,00	0,00	346.870.000,00	0,00	346.848.332,50	346.848.332,50	0,00	0,00	21.667,50	0,00
Totaux										
a) crédits non dissociés	6.918.003.000,00	434.504.316,06	7.352.507.316,06	96.066.733,57	6.310.333.064,57	6.406.399.798,14	0,00	13.247.531,28	644.012.975,57	315.342.073,65
b) crédits d'ordonnement	27.569.000,00	0,00	27.569.000,00	1.054.932,35	23.310.305,27	24.365.237,62	0,00	0,00	0,00	3.203.762,38
Total général	6.945.572.000,00	434.504.316,06	7.380.076.316,06	97.121.665,92	6.333.643.369,84	6.430.765.035,76	0,00	13.247.531,28	644.012.975,57	318.545.836,01

(1) à abaisser par le décret pour dépenses faites au-delà des crédits

9 (SE 2009) — N° 1

(20)

2.2.4 - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS DES CREDITS VARIABLES

ENGAGEMENTS	RECETTES			ENGAGEMENTS	DISPONIBLE EN ENGAGEMENTS AU 31.12.2003
	Solde reporté (à déductions de visa)	Recettes de l'année	Disponibles		
I Services généraux	-4.206.689,75	20.042.414,41	15.835.724,66	21.806.621,00	-5.970.896,34
II Culture et Affaires sociales	-7.770.552,94	34.750.814,42	26.980.261,48	39.935.114,36	-12.954.852,88
III Education et recherche	-66.446.116,77	52.591.015,27	-13.855.101,50	50.136.117,36	-63.991.218,86
TOTAL	-78.423.359,46	107.384.244,10	28.960.884,64	111.877.852,72	-82.916.968,08

ORDONNANCEMENTS	RECETTES			ORDONNANCEMENTS	DISPONIBLE EN ORDONNANCEMENTS AU 31.12.2003
	Solde reporté	Recettes de l'année	Disponibles		
I Services généraux	6.360.917,13	20.042.414,41	26.403.331,54	32.374.227,88	-5.970.896,34
II Culture et Affaires sociales	-7.223.070,76	34.750.814,42	27.527.743,66	37.586.580,47	-10.058.836,81
III Education et recherche	-60.632.030,09	52.591.015,27	-8.041.014,82	54.538.415,34	-62.579.430,16
TOTAL	-61.494.183,72	107.384.244,10	45.890.060,38	124.499.223,69	-78.609.163,31

(21)

9 (SE 2009) — N° 1

2.2.5 - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE LA SECTION PARTICULIERE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes cumulés		Soldes à reporter au 31.12.2003
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses		Solde	Au 01.01.2003	Au 31.12.2003	
				Totales	Restant à régulariser				
Education, Recherche et Formation	0	0	0	0	0	0	-2.923.724	-2.923.724	-2.923.724
TOTAUX	0	0	0	0	0	0	-2.923.724	-2.923.724	-2.923.724

9 (SE 2009) — N° 1

(22)

2.2.6 - DEPASSEMENTS DE CREDITS

Numéros et libellés des articles	Montants des dépassements de crédits
CHAPITRE I - Services généraux	
DO 06 - Affaires générales - Secrétariat général	
<i>Programme 3 - Cabinet du ministre de l'Enfance</i> A.B. 11.02.31 - Traitements et indemnités du personnel de Cabinet	6.072,48
TOTAL CHAPITRE I	
6.072,48	
CHAPITRE III - Education, Recherche et Formation	
DO 46 - Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-arts de Belgique	
<i>Programme 1 - Subsistance administration - Personnel de l'enseignement</i> A.B. 11.04.12 - Personnel autre que statutaire	8,61
DO 48 - Centres P.M.S. - Inspection médicale scolaire	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des centres P.M.S.</i> A.B. 11.03.40 - Personnel statutaire	1.714.564,28
DO 50 - Affaires pédagogiques et pilotage de l'enseignement de la Communauté française	
<i>Programme 4 - Centres techniques de formation des personnels de la Communauté française</i> A.B. 11.03.41 - Personnel statutaire	4.354,13
DO 51 - Enseignement préscolaire et enseignement primaire	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles maternelles</i> A.B. 11.03.41 - Personnel statutaire du maternel A.B. 44.01.45 - Subventions-traitements dans le maternel	685.994,63 2.347.944,77
DO 52 - Enseignement secondaire	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement de plein exercice</i> A.B. 11.03.42 - Personnel statutaire - Enseignement de plein exercice <i>Programme 6 - Dépenses de personnel des écoles à horaire réduit</i> A.B. 11.03.61 - Personnel statutaire - Enseignement de plein exercice A.B. 43.01.63 - Subventions-traitements - Enseignement à horaire réduit	518.968,96 1.252.332,38 58.023,07
DO 53 - Enseignement spécial	
<i>Programme 2 - Subsistance Inspection</i> A.B. 11.03.20 - Personnel statutaire <i>Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement spécial</i> A.B. 11.03.42 - Personnel statutaire A.B. 11.03.44 - Personnel statutaire paramédical A.B. 44.01.48 - Subventions-traitements du personnel pédagogique	22.245,84 68.227,96 733.969,59 1.751.579,03
DO 55 - Enseignement supérieur hors Universités et Hautes Ecoles	
<i>Programme 7 - Enseignement supérieur hors université</i> A.B. 45.42.71 - Allocations familiales du personnel du Libre subventionné	111.000,00
DO 56 - Enseignement de promotion sociale	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de promotion sociale</i> A.B. 11.03.40 - Personnel statutaire A.B. 11.03.41 - Personnel statutaire A.B. 43.01.43 - Subventions-traitements A.B. 44.01.44 - Subventions-traitements	1.707.569,97 588,50 2.198.531,99 0,34
DO 57 - Enseignement artistique	
<i>Programme 3 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement supérieur</i> A.B. 44.01.33 - Subventions-traitements	65.554,75
TOTAL CHAPITRE III	
13.241.458,80	
TOTAL	
13.247.531,28	

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2020/30904]

27 APRIL 2020. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2003 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

EERSTE DEEL – DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR
VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

BEGROTINGSJAAR 2003

HOODSTUK I. — *Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten

Artikel 1. De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 2003, bedragen 30.864.000 euro (bijlage tabel 2.2.1 kolom 2).

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten

Art. 2. De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 30.073.493 euro (bijlage tabel 2.2.1 kolom 5).

Art. 3. De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 790.507 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 7). Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt dit bedrag geannuleerd (bijlage tabel 2.2.1, kolom 9).

§ 3. Vaststelling van de begrotingsfondsen (variabele kredieten) voor vastlegging

Art. 4. De variabele vastleggingskredieten aangewend voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 2003 bedragen 107.384.244,10 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen kolom 3).

Daar het beginsaldo op 1 januari 2003, verhoogd met verminderings van visa op vorige jaren - -78.423.359,46 euro bedroeg (bijlage 2.2.4 vastleggingen, kolom 2), bedragen de beschikbare vastleggingen ten laste van de variabele kredieten voor het jaar 2003 28.960.884,64 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen kolom 4).

Het verschil tussen 31 december 2012 en 1 januari 2003 is het gevolg van de toepassing van artikel 10 van het decreet van 20 december 2001 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2002 (BS 3 oktober 2002) waarvan de bepalingen uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2003 door de toepassing van artikel 4 van het decreet van 17 december 2003 houdende de aanpassing van de uitgaven voor het begrotingsjaar 2003.

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 15, 35, 37, 38, 40, 44, 45 en 48 van het decreet van 19 december 2002 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2003 thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen (variabele kredieten)

Art. 5. De uitgavenvastleggingen ten laste van de variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 2003 bedragen 111.877.852,72 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 5).

Art. 6. Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 hierboven, bedragen de beschikbare vastleggingen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2003 -82.916.968,08 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 6).

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting*

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten

Art. 7. De vooruitzichten van de ontvangsten ten gunste van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 2003 de som van 6.898.508.000 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 2)

Dit bedrag bestaat uit

(in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten :	6.411.779.000
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten :	8.405.000
- opbrengsten van lening :	478.324.000

Art. 8. De begrotingsontvangsten van het jaar 2003 bedragen 6.459.481.233,69 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 4).

Dit bedrag bestaat uit :

(in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten :	6.405.570.874,39
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten :	6.811.359,00
- opbrengsten van lening :	47.099.000

Art. 9. De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 0 euro (bijlage 2.2.2 tabel 5)

Dit bedrag bestaat uit :

a. geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (bijlage tabel 2.2.2 kolom 6) *(in euro)*

- lopende fiscale en algemene ontvangsten :	
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten :	
- opbrengsten van lening :	

b. naar het begrotingsjaar 2004 overgedragen rechten (bijlage tabel 2.2.2 kolom 7)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten :	
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten :	
- opbrengsten van lening :	

§ 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten

Art. 10. De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 2003 hebben 6.945.572.000 euro toegekend voor de ordonnancerings van de uitgaven en hebben ze verdeeld op de volgende wijzen :

(bijlage tabel 2.2.3 kolom 2). *(in euro)*

Ordonnanceringskredieten	27.569.000
Niet-gesplitste kredieten	6.918.003.000

Art. 11. De uitgavenmachtigingen voortvloeiend uit artikel 10 worden verhoogd met de kredieten overgedragen van het vorige begrotingsjaar voor een bedrag van 434.504.316,06 euro krachtens de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, onderverdeeld als volgt (bijlage tabel 2.2.4 kolom 3):

Ordonnanceringskredieten	
Niet-gesplitste kredieten	434.504.316,06

Art. 12. - Krachtens de artikelen 10 en 11 hierboven, bedraagt het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 2003 7.380.76.316,06 euro (bijlage tabel 2.2.3, kolom 4). Die uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt: *(in euro)*

Ordonnanceringskredieten	27.569.000
Niet-gesplitste kredieten	7.352.507.316,06

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand

Art. 13. De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 2003 bedragen 6.430.765.035,76 euro (bijlage tabel 2.2.3, kolommen 5,6 en 7), onderverdeeld in

	Prestaties van vroegere jaren	Prestaties van lopende jaren	Totale uitgaven
Ordonnanceringskredieten	1.054.932,35	23.310.305,27	24.365.327,62
Niet-gesplitste kredieten	96.066.733,57	6.310.333.064,57	6.406.399.798,14
totaal	97.121.665,92	6.333.643.369,84	6.430.765.035,76

Art. 14. Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 6.430.765.035,76 euro waarvan :

Ordonnanceringskredieten	24.365.327,62
Niet-gesplitste kredieten	6.406.399.798,14

(bijlage tabel 2.2.3, kolom 8)

Art. 15. Uit de vergelijking van de artikelen 13 en 14 blijkt dat er geen uitgave is die geregulariseerd moet worden met toepassing van artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage tabel 2.2.3, kolom 9).

§ 4 Regeling van de kredieten

Art. 16. De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 12) en de aangerekende verrichtingen (artikel 13) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 2003 van 949.311.280,30 euro onderverdeeld als volgt :

Ordonnanceringskredieten	3.203.762,38
Niet-gesplitste kredieten	946.107.517,92

Art. 17. Om te uitgaven van het begrotingsjaar 2003 verricht boven de kredieten of in afwezigheid ervan te dekken, worden aanvullende kredieten toegekend voor een bedrag van 13.247.531,28 euro waarvan :

Ordonnanceringskredieten	0
Niet-gesplitste kredieten	13.247.531,28

Deze kredieten worden verdeeld zoals vermeld in de bijlage tabel 2.2.6. kolom 2.

Art. 18. Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 16 en 17, bestaat het bedrag van de op 31 december 2003 beschikbare kredieten uit:

(bijlage tabel 2.2.3, kolommen 11 en 12).

(in euro)

	Ordonnanceringskredieten	Niet-gesplitste kredieten	totaal
Te annuleren kredieten	3.203.762,38	315.342.073,63	318.545.836,01
Naar het volgende begrotingsjaar over te dragen kredieten		644.012.975,57	644.012.975,57

§ 5. Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 2003

Art. 19. Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 2003 wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten, met inbegrip van de opbrengst van lening bedragen 6.459.481.233,69 euro.

De uitgaven bedragen 6.430.765.035,76 euro.

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de variabele kredieten en de afzonderlijke sectie, overtreffen de ontvangsten de uitgaven met 28.716.197,93 euro

HOOFDSTUK III. — *Ontvangsten en uitgaven betreffende de begrotingsfondsen (variabele kredieten)*

§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten

Art. 20. De aangewende ontvangsten van deze aard bedragen voor het begrotingsjaar 2003 107.384.244,10 euro (bijlage tabel 2.2.2 aangewende ontvangsten kolom 4) waarvan

Lopende ontvangsten	106.833.396,75
Kapitaalontvangsten	500.847,35

§ 2. Vaststelling van de begrotingsfondsen (variabele kredieten) voor de ordonnanciering

Art. 21. De aangewende variabele ordonnanceringskredieten voor de ordonnancieringen van het begrotingsjaar 2003 bedragen 107.384.244,01 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancieringen, kolom 3)

Daar het beginsaldo op 1 januari 2003 - 61.494.183, 72 euro bedroeg, bedragen de beschikbare ordonnancieringen op de variabele kredieten 45.890.060,38 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnanciering, kolom 4).

Het verschil tussen 31 december 2012 en 1 januari 2003 is het gevolg van de toepassing van artikel 10 van het decreet van 20 december 2001 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2002 (BS 3 oktober 2002) waarvan de bepalingen uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2003 door de toepassing van artikel 4 van het decreet van 17 december 2003 houdende de aanpassing van de uitgaven voor het begrotingsjaar 2003.

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 15, 35, 37, 38, 40, 44, 45 en 48 van het decreet van 19 december 2002 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2003 de thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de variabele kredieten

Art. 22. De ordonnancieringen aangerekend ten laste van de variabele ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 2003 bedragen 124.499.223,69 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancieringen, kolom 5).

Art. 23. Overeenkomstig de bepalingen van de bovenvermelde artikelen 21 en 22, bedragen de beschikbare ordonnancieringen- variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2003 - 78.609.163,31 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancieringen kolom 6) . Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IV. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting*

Art. 24. De begrotingsdecreten van het jaar 2003 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt: (in euro)

- Ontvangsten	0
- Uitgaven	0

(bijlage tabel 2.2.5 kolommen 1, 2).

Art. 25. Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 2003 bedroeg -2.923.724,00 euro (bijlage tabel 2.2.5 kolom 8).

Er werd geen ontvangst geboekt op de twee fondsen die verder in de afzonderlijke sectie bestaan

Art. 26. Er werd geen uitgave aangerekend op de twee fondsen die verder in de afzonderlijke sectie bestaan.

Art. 27. Daar er geen verrichtingen van ontvangsten en uitgaven werd verricht zoals blijkt uit de artikelen 25 en 26, bedraagt het op 31 december 2003 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap beschikbare saldo - 2.923.724 euro (bijlage tabel 2.2.5 kolom 10).

Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK V. — *Globaal resultaat*

Art. 28. Alle diensten samen, begroting, variabele kredieten en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 19, 22 en 27 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2003 (in euro):

Begroting sensu stricto : 28.716.197,93

Variabele kredieten : - 17.114.979,59

Afzonderlijke sectie :

Totaal : 11.601.218,34

TWEEDE DEEL VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN
VAN DE DIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

HOOFDSTUK I. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer van het ministerie van de Franse Gemeenschap*

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten

Art. 29. De vooruitzichten voor de jaarlijkse ontvangsten bedragen 222.607.131,11 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 2)

De ontvangsten voor het begrotingsjaar 2003 bedragen 318.017.907,05 euro.

Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari van het jaar bedraagt 201.201.268,03 euro.

De ontvangsten van het jaar en het bedrag dat beschikbaar is op 1 januari zijn het beschikbare saldo voor de uitgaven van het jaar 2003 ten bedrage van 519.219.175,08 euro.

§ 2 .Vaststelling van de uitgaven

Art. 30. De vooruitzichten voor de uitgaven bedragen 234.247.809,33 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 3)

De uitgaven worden vastgesteld op 339.852.031,20 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 5)

§ 3. Begrotingsresultaat

Art. 31. Overeenkomstig de artikelen 29 en 30, wordt het begrotingsresultaat van het jaar vastgelegd op het bedrag van - 21.834.124,15 euro .

Het beschikbare saldo op 31 december 2003 bedraagt 179.367.143,88 euro; het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

DERDE DEEL : INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN CATEGORIE A

Commissariat général aux Relations internationales (C.G.R.I.)

● ONTVANGSTEN

De vooruitzichten 38.204.939,00

De aangerekende ontvangsten 35.896.969,72

Het verschil tussen de vooruitzichten en de aangerekende ontvangsten 2.307.969,28

● UITGAVEN

De kredieten toegekend door de begrotingsdecreten 40.470.884,00

De aangerekende uitgaven 35.373.678,06

Het bedrag van de te annuleren kredieten 5.097.205,97

● RESULTAAT

Het resultaat van de ontvangsten en de uitgaven van de C.G.R.I., 523.291,66

- ofwel de ontvangsten van het jaar 35.896.969,72

- min de uitgaven 35.373.678,06

Fonds d'égalisation des budgets (Fonds)

● ONTVANGSTEN

De vooruitzichten 873.000

De aangerekende ontvangsten 873.000

Het verschil tussen de vooruitzichten en de aangerekende ontvangsten 0

De kredieten toegekend door de begrotingsdecreten 15.182.000

De aangerekende uitgaven 15.182.000

Het bedrag van de te annuleren kredieten 0

● RESULTAAT

Het resultaat van de ontvangsten en de uitgaven van het Fonds -14.309.000

- ofwel de ontvangsten van het jaar 873.000

- min de uitgaven 15.182.000

Overeenkomstig artikel 6 § 3 van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A vastgesteld onder het gezag van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van regeling van begroting.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 april 2020.

P.-Y. JEHOLET,
Minister-President

Fr. DAERDEN,
Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en belast met het toezicht op WBE

B. LINARD,
Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten

V. GLATIGNY,
Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel

C. DESIR,
Minister van Onderwijs

—
Nota

(1) *Zitting 2019-2020*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 54-1. — Commissieverslag, nr. 54-2. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr. 54-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 27 april 2020.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/30906]

27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif du budget
de la Communauté française pour l'année budgétaire 2005 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIÈRE PARTIE. SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
DU MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

ANNÉE BUDGÉTAIRE 2005

CHAPITRE I^{er}. — Engagements effectués en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Article 1^{er}. Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2005, s'élèvent à 38.724.000 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 2)

§ 2. Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Art. 2. Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 34.799.601,24 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 5).

Art. 3. Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 3.924.398,76 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 7). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau 2.2.1 colonne 9).

§ 3. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'engagement

Art. 4. Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 2005 s'élèvent à 142.580.393,58 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 3).

Le solde de départ au 1^{er} janvier 2005, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de - 75.725.846,51 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 2), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 2005 à 66.859.636,48 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5,15,18, 35,37,38,40, 44,45 et 48 du décret du 21 décembre 2004 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2005 ont autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires (crédits variables)

Art. 5. Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 2005 s'élèvent à 117.407.555,06 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 5)

Art. 6. Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2005 à - 50.547.918,58 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 6)

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des recettes

Art. 7. Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2005 à la somme de 7.000.486.000 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante :

(en euros)

- recettes fiscales et générales courantes	6.995.631.000
- recettes fiscales et générales en capital :	4.855.000